

et est intéressée dans une maison de banque (*affaire* BUREAU contre FOULC); X, 375.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Riom, du 21 février 1881. Tarissement de sources par des travaux de mines (*affaire* GARRET ET CONSORTS contre COMPAGNIE DES MINES DE PONTGIBAUD); X, 380.

ARRÊT DE LA COUR D'APPEL de Douai, du 14 juin 1881. Travail de nuit des enfants dans les mines (*affaire* BUREAU) (\*); X, 295.

(\*) Un arrêt de la Cour de cassation, en date du 2 février 1882, a renvoyé cette affaire devant la Cour d'Amiens qui a rendu son arrêt le 11 mars suivant. Voir 8<sup>e</sup> série, volume de 1882, p. 33 et 209.

## QUINZIÈME SECTION

### JUGEMENTS DE TRIBUNAUX.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de Saint-Etienne, du 18 juillet 1859. Jurisdiction compétente pour statuer sur une action en indemnité d'un concessionnaire de mine par suite de l'investison créée dans l'intérêt d'un chemin de fer (*affaire* COMPAGNIE DES COMBES ET D'EGARANDE contre COMPAGNIE DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE); X, 416.

— 11 juillet 1865. Saint-Etienne. Mode d'évaluation du chiffre de l'indemnité pour dégradation d'une maison (*affaire* SAUZÉAS contre COMPAGNIE DES MINES DE BEAUBRUN); VIII, 136.

— 20 juillet 1866. Fontenay-le-Comte. Occupation partielle de propriété; refus d'indemnité pour moins-value de la partie non occupée (*affaire* DE LÉPINERAYS contre BALLY); VIII, 131.

— 24 juillet 1866. Alais. Mai-

son bâtie sur un terrain lézardé et nonobstant avertissement du concessionnaire de la mine (*affaire* ROMAJON contre CONCESSIONNAIRE DE ROBIAC ET MEYRANNE); VIII, 135.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de Prades, du 29 juillet 1868. Jurisdiction compétente en matière de délimitation de la partie concédée d'un gîte de minerai de fer (*affaire* SOCIÉTÉ DE RIA contre MARIE); IX, 49.

— 22 mai 1871. Béziers. Irresponsabilité d'un exploitant de mines en cas de dommage causé par ses travaux à des sources voisines (*affaire* GRONIER contre COMPAGNIE DES MINES DE GRAISSÉSAC); VIII, 291.

— 27 juin 1871. Douai. Caisse de secours d'une compagnie houillère; veuve et enfants d'un ouvrier mineur tué par accident

(*affaire* QUIQUEMPOIS contre CAISSE DE SECOURS DES MINES D'ANICHE); V, 191.

JUGEMENT DU TRIBUNAL d'Angers, du 23 juillet 1872. Indemnités dues pour les dommages résultant de l'occupation de terrains par un concessionnaire de mines (*affaire* HOSPICES D'ANGERS contre LAS CASES); VIII, 440.

— 6 décembre 1872. Saint-Etienne. Réglementation, exceptionnellement édictée par l'administration, d'un prix de vente de la houille (*affaire* MÉJASSON contre COMPAGNIE DE ROCHE-LA-MOILLÈRE ET FIRMINY); V, 315.

— 26 juillet 1873. Saint-Etienne. Convention particulière conclue entre le propriétaire du sol et le concessionnaire d'une mine de houille au sujet de la redevance tréfoncière (*affaire* HÉRITIERS PRAIRE contre COMPAGNIE DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE); VII, 218.

— 30 juin 1874. Alais. Travaux de réparations prescrits pour dommages causés à la superficie par l'exploitation d'une mine (*affaire* MAGNAN ET CONSORTS contre COMPAGNIE DES MINES DE SAINT-JEAN-DU-PIN); X, 48.

— 6 février 1875. Seine. Carrière souterraine. Exploitants successifs. Responsabilité de dommages causés à la propriété superficière (*affaire* ROY contre VALLÉE ET AUTRES); VI, 294.

— 26 mai 1875. Saint-Etienne. Caractère juridique de la redevance tréfoncière des mines (*affaire* SAUZÉA contre COMPAGNIE DES MINES DE MONTIEUX); VI, 299.

— 18 janvier 1876. Saint-

Etienne. Interdiction d'exploiter, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la partie d'une mine située au-dessous d'une gare provisoire de chemin de fer (*affaire* SOCIÉTÉ DES HOUILLÈRES DE SAINT-ETIENNE contre COMPAGNIE DE PARIS A LYON ET A LA MÉDITERRANÉE); VII, 295.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de Châlon-sur-Saône, du 7 mars 1876. Dommages causés à des propriétés bâties par les travaux d'une mine; occupation de terrains pour remblais; suppression d'un étang nuisible aux travaux de la mine; conventions privées (*affaire* AVRIL contre SCHNEIDER); IX, 57.

— 6 avril 1876. Saint-Etienne. Indemnités dues par un concessionnaire de mines pour occupation de terrains et pour dépréciation du reste de la propriété (*affaire* COMPAGNIE DE MONTIEUX contre CONSORTS DUMAREST); IX, 281.

— 31 mai 1876. Seine. Caractère juridique d'une société qui, outre l'exploitation de mines, a pour objet la fabrication du métal et la vente soit des minerais, soit de tous métaux (*affaire* CONSORTS RESCALLI contre COMPAGNIE DES MINES D'HUELVA ET AUTRES); IX, 222.

— 22 juin 1876. Valenciennes. Droits de mutation sur le prix d'achat de terrains occupés pour les besoins de l'exploitation d'une mine (*affaire* MINES D'ANZIN contre L'ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT); X, 251.

— 30 juin 1876. Fontenay-le-Comte. Indemnités dues pour dommages causés à la propriété superficière par des travaux de mines et pour occupations de terrains (*affaire* DE LÉPINERAYS contre BALLY); VIII, 153.

JUGEMENT DU TRIBUNAL d'*Alais*, du 7 juillet 1876. Responsabilité d'un exploitant de mines, en cas de tarissement de sources par ses travaux (*affaire POLZE contre COMPAGNIE DE MOKTA-EL-HADID*); VIII, 298.

— 18 juillet 1876. *Draguignan*. Accident arrivé à un visiteur d'une mine. Responsabilité (*affaire v<sup>e</sup> BERNARD contre FONTEILLE*); VI, 302.

— 26 juillet 1876. *Alais*. Indemnité due à un propriétaire superficiaire pour défense de bâtir sur son terrain par suite de travaux de mines (*affaire CASTANIER contre COMPAGNIE DES FORGES DE BESSÈGES*); VIII, 146.

— 25 août 1876. *Montpellier*. Irresponsabilité d'un exploitant de mines en cas de dommage causé par ses travaux à des sources voisines (*affaire COMPAGNIE DE GRAISSESSAC contre COMMUNE DE FONTENILLE*); VIII, 304.

— 16 décembre 1876. *Seine*. Effet de la concession d'une mine par rapport à une convention entre le propriétaire du sol et l'inventeur de ladite mine (*affaire DE CANDÉ ET DE PONTBRIANT contre GARNIER ET C<sup>ie</sup>*); IX, 104.

— 18 décembre 1876. *Angers*. Absence de responsabilité d'un exploitant de mine pour un accident dû à une cause fortuite (*affaire v<sup>e</sup> BLOT contre COMPAGNIE DES MINES DE LAYON ET LOIRE*); X, 371.

— 9 février 1877. *Saint-Nazaire*. Découverte de mines; cession de droits d'invention (*affaire DEGEILH contre DE GELOËS*); VIII, 314.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de *Nancy*, du 13 mars 1877. Caractère légal d'un maître-mineur (*affaire JANIN contre SOCIÉTÉ DE MONTAIGRE*); VII, 298.

— 13 août 1877. *Angers*. Responsabilité, par rapport à une carrière voisine, de l'exploitant d'une carrière où un éboulement s'est produit (*affaire SOCIÉTÉ DE LA CARRIÈRE DE GRANDMAISON contre SOCIÉTÉ DE LA CARRIÈRE DES GRANDS-CARREAUX*); IX, 283.

— 13 août 1877. *Saint-Etienne*. Responsabilité du concessionnaire au sujet d'un accident de mine; question de fait (*affaire BOUDAREL contre COMPAGNIE DES MINES DE LA CHAZOTTE*); IX, 403.

— 22 novembre 1877. *Fréjus*. Caractère juridique d'une société minière ayant obtenu la concession d'un chemin de fer destiné à l'exploitation de la mine (*affaire MARTEL contre ABADIE, SOCIÉTÉ ANONYME DU CHEMIN DE FER ET DU BASSIN HOULLER DU VAR*); X, 465.

— 8 avril 1878. *Salins*. Défaut de déclaration à la mairie d'un accident de carrière (*affaire CLÉMENT RATON*); VIII, 341.

— 29 mai 1878. *Périgueux*. Responsabilité d'un accident de carrière (*affaire DUONGÉ contre CONTE*); IX, 287.

— 23 juillet 1878. *Autun*. Responsabilité d'un exploitant de mine pour occupation de terrains par les prédécesdents propriétaires de la mine (*affaire GUYOT contre REVENU*); X, 257.

— 21 septembre 1878. *Arbois*. Défaut de déclaration à la mairie d'un accident de carrière (*affaire CLÉMENT RATON*); VIII, 343.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de *Saint-Etienne*, du 5 décembre 1878. Caisse de secours d'une mine (*affaire CHRISTOPHE contre COMPAGNIE DES HOULLÈRES DE MONTRAMBERT*); X, 425.

— 18 février 1879. *Seine*. Accident de mine; action en dommages-intérêts; prescription (*affaire MONIECQUE contre COMPAGNIE DES MINES D'AHUN*); IX, 109.

— 5 juin 1879. *Alais*. Fixation des droits de propriété d'une partie de concession de mines, par suite de la détermination du point de départ d'une limite (*affaire COMPAGNIE DE VILLEFORT ET VIALAS contre COMPAGNIE DE LA GRAND'COMBE*); VIII, 268.

— 11 juin 1879. *Prades*. Jurisdiction compétente en matière de délimitation de la partie concédée d'un gîte de minerai de fer (*affaire SOCIÉTÉ DES MINES DE FILLOLS contre SOCIÉTÉ HOLTZER ET C<sup>ie</sup>*); IX, 51.

— 22 juillet 1879. *Seine*. Obligation, pour les propriétaires d'établissements d'eaux minérales, de payer les honoraires des médecins inspecteurs de ces établissements (*affaire PRIVAT contre CÈRE*); IX, 65.

— 6 août 1879. *Saint-Etienne*. Travail de nuit des enfants dans les mines (*affaire FRAISSE contre COMPAGNIE DE BEAUBRUN*); X, 292.

— 8 octobre 1879. *Seine*. Caractère non commercial de l'exploitation des sources d'eaux minérales (*affaire COMPAGNIE FERRIÈRE DE L'ÉTABLISSEMENT THERMAL DE VICHY contre COMPAGNIE*

PROPRIÉTAIRE DES SOURCES ELISABETH ET SAINTE-MARIE); IX, 68.

JUGEMENT DU TRIBUNAL de *Saint-Etienne*, du 25 novembre 1879. Question d'application de l'article 15 de la loi du 21 avril 1810, au sujet de dommages causés à la propriété superficielle (*affaire CONSORTS TARDY-PAYET contre COMPAGNIE DES MINES DE VILLEBOEUF*); X, 296.

— 23 janvier 1880. *Figeac*. Caractère juridique d'une société qui, en même temps qu'une mine, exploite des fours à chaux et est intéressée dans une maison de banque (*affaire BUREAU contre FOULC*); X, 374.

— 20 mai 1880. *Riom*. Tarissement de sources par des travaux de mines (*affaire GARRET ET CONSORTS contre COMPAGNIE DES MINES DE PONTGIBAUD*); X, 376.

— 11 juin 1880. *Seine*. Jurisdiction compétente pour statuer sur une action en indemnité d'un concessionnaire de mine par suite de l'investissement créée dans l'intérêt d'un chemin de fer (*affaire BALLY contre COMPAGNIE D'ORLÉANS*); X, 423.

— 13 avril 1881. *Saint-Omer*. Travail de nuit des enfants dans les mines (*affaire BUREAU*); X, 294.

— 20 juillet 1881. *Corbeil*. Responsabilité incombant, à raison de défaut de surveillance et de mauvais outillage, au propriétaire d'une usine où un ouvrier a péri victime d'une imprudence (*affaire v<sup>e</sup> DAIX contre ROBLIN*); X, 300.